



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

N°24

Du Mardi 10 novembre 2020

Au vu des circonstances exceptionnelles rencontrées, cette assemblée statutaire se tient de façon dématérialisée, avec un ordre du jour allégé.

Gropament d'Interès Public entre :



Ordre du jour

1. **Délibération AG201110.01 – Attribution d’une aide ENSENHAR- volet étudiant - 1^{ère} et 2^{ème} sessions, au titre de l’année scolaire 2020/2021..... 3**
 - Annexe I à la délibération n°AG201110.01 – Candidats à l’aide Ensenhar étudiant 2020/2021 – 1^{ère} et 2^{ème} sessions4
2. **Délibération AG201110.02 – Modification de la liste des bénéficiaires du dispositif ENSENHAR professeur - session 2020-2021..... 6**
 - Annexe à la délibération n°AG201110.02 - Liste des professeur.e.s bénéficiaires qui se sont désistés.es7
3. **Délibération AG201110.03 - Adoption de la convention particulière pour le développement et la structuration de l’enseignement de l’occitan dans l’académie de Montpellier 8**
 - Annexe à la délibération AG201110.0310
4. **Délibération AG201110.04 - Adoption d’un soutien aux opérateurs d’Occitanie et de Nouvelle-Aquitaine (4^{ème} volet)..... 34**
 - Annexe 1 à la délibération n°AG201110.04 – Tableau d’affectation des subventions attribuées35
 - Annexe 2 à la délibération n°AG201110.0437

Délibération AG201110.01 – Attribution d'une aide ENSENHAR- volet étudiant - 1^{ère} et 2^{ème} sessions, au titre de l'année scolaire 2020/2021.

Mesdames, Messieurs,

La volonté réaffirmée des différents membres de l'Office public de la langue occitane en faveur du développement de l'enseignement de l'occitan vise l'augmentation quantitative et qualitative du nombre de locuteurs. Cette volonté renforcée par une demande sociale, notamment parentale, permet de constater des progrès allant dans le sens des objectifs fixés : priorité étant donnée à la construction ou au renforcement de cursus complets d'enseignement, prioritairement bilingues, à l'échelle de bassins éducatifs. Cependant, le manque d'enseignants compétents constitue un frein à ce développement.

Il s'agit par conséquent de renforcer la ressource enseignante par la mise en œuvre du dispositif « ENSENHAR » dans le cadre d'un financement des Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie et avec l'appui des Rectorats concernés, conformément à la décision n°AG161209.05 (adoption du dispositif des bourses « ENSENHAR » - volet étudiants en régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie valable à partir de l'année scolaire 2017/2018). Ce dispositif consiste à l'octroi d'aides individuelles de 4000 € aux étudiants inscrits en Licence 3 ou l'année universitaire suivante, et qui s'engagent à devenir professeurs des écoles bilingues occitanes.

Au titre de l'année scolaire 2020-2021, il est proposé d'attribuer 22 bourses en 1^{ère} et 2^{ème} session pour un montant total de 88 000 euros.

En conséquence, Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer d'adopter la délibération suivante :

ARTICLE UN : conformément à la décision n°AG161209.05 relative au dispositif d'aides « ENSENHAR », des aides individuelles d'un montant total de 88 000 euros sont attribuées aux bénéficiaires figurant dans les tableaux joints en annexe.

ARTICLE DEUX : Les crédits afférents sont affectés suivant ce même tableau.

ARTICLE TROIS : Les candidatures référencées sous les numéros BE20006OC, BE20013OC, BE20017OC, BE20018OC, BE20024OC, BE20001NA, BE20008NA et BE20009NA, suite aux avis du jury font l'objet d'un rejet.

ARTICLE QUATRE : Les candidatures référencées sous les numéros BE20002OC, BE20003OC, BE20007OC, BE20021OC, BE20002NA, BE20010NA, BE20011NA et BE20012NA, font l'objet d'un désistement.

ARTICLE CINQ : Les candidatures référencées sous les numéros BE20014OC et BE20027OC sont mises sur liste complémentaire dans l'attente d'un arbitrage budgétaire à venir de la part de la Région Occitanie.



Charline CLAVEAU

Présidente du Conseil d'administration

Annexe I à la délibération n°AG201110.01 – Candidats à l'aide Ensenhar étudiant 2020/2021 – 1^{ère} et 2^{ème} sessions

Référence	Nom du/de la Candidat.e	Prénom	Département	Formation 2020/2021	Lieu de formation	avis jury	Attribution d'une aide
Occitanie							
BE20001OC	CHOLEUR	Robin	Gard	M1 - MEEF	Carcassonne	FAVORABLE	oui
BE20004OC	TOBAR ABARCA	Diana	Hérault	A1 - Aprene	Béziers	FAVORABLE	oui
BE20005OC	MONSARRAT	Louis	Hérault	M1 - MEEF	Carcassonne/Montauban	FAVORABLE	oui
BE20008OC	CHABAUD	Amélie	Aude	A1 - Aprene	Béziers	FAVORABLE	oui
BE20009OC	GUILLET	Marion	Hérault	A1 - Aprene	Béziers	FAVORABLE	oui
BE20010OC	MENGUAL	Manon	Hérault	M1 - MEEF	Carcassonne	FAVORABLE	oui
BE20011OC	LAGARDE	Aurélie	Ariège	A1 - Aprene	Béziers	FAVORABLE	oui
BE20012OC	PELLICER	Johanna	Aude	L3 - LLCER Parcours occitan	Montpellier	FAVORABLE	oui
BE20015OC	FERRE	Marilou	Hérault	A1 - Aprene	Béziers	FAVORABLE	oui
BE20016OC	MUR	Clémentine	Hautes-Pyrénées	M1 - MEEF	Tarbes	FAVORABLE	oui
BE20019OC	BERTHOMIEU	Océane	Haute-Garonne	M1 - MEEF	Carcassonne	FAVORABLE	oui
BE20022OC	PUEL	Léa	Aveyron	L3 - Parcours occitan	Montpellier	FAVORABLE	oui
BE20023OC	ALBERT	Emma	Aude	A1 - Aprene	Béziers	FAVORABLE	oui
BE20025OC	TROCELLIER	Hugo	Lozère	L3 - Parcours occitan	Montpellier	FAVORABLE	oui

BE20026OC	SALFATI	Cassandre	Hérault	L3 - Psychologie	Montpellier	FAVORABLE	oui
Nouvelle-Aquitaine							
BE20003NA	DAMAS	Jade	Pyrénées-Atlantiques	L3 - Maths et informatique appliquées aux SHS	Pau	FAVORABLE	oui
BE20004NA	LAULHE	Emilie	Pyrénées-Atlantiques	A1 - Aprene	Béziers	FAVORABLE	oui
BE20005NA	SACAZE	Pierre	Pyrénées-Atlantiques	A1 - Aprene	Béziers	FAVORABLE	oui
BE20007NA	BETBEDER-TALOU	Claire	Pyrénées-Atlantiques	M1 - MEEF	Tarbes	FAVORABLE	oui
BE20013NA	DANGOUMAU	Judith	Landes	M1 - MEEF	Mont-de-Marsan	FAVORABLE	oui
BE20014NA	LACHAUD	Marie	Dordogne	M1 - MEEF	Montauban	FAVORABLE	oui
BE20015NA	SANSOU	Mathilde	Lot-et-Garonne	M1 - MEEF	Montauban	FAVORABLE	oui

Délibération AG201110.02 – Modification de la liste des bénéficiaires du dispositif ENSENHAR professeur - session 2020-2021.

Mesdames, Messieurs,

Le dispositif ENSENHAR professeur, porté notre Groupement, a pour objectif d'accroître le vivier de la ressource enseignante, dans le cadre d'un financement de la Région Nouvelle-Aquitaine et avec l'appui du Rectorat de l'académie de Bordeaux, conformément aux décisions n°AG170716.03 (adoption du dispositif des bourses ENSENHAR - volet professeur - valable pour l'académie de Bordeaux), n° AG191015.06 (modification du dispositif d'aide ENSENHAR - financement de formation pour les professeurs) et n°AG200616.04 – Adoption de la liste des bénéficiaires du dispositif ENSENHAR – Professeur.e et des conventions individuelles.

Il s'agit de financer une formation à la langue occitane, à temps plein (35 h par semaine sur une durée d'une année scolaire) à des professeurs du 1^{er} degré et du 2nd degré au préalable d'une habilitation à enseigner en langue occitane.

Cependant, sur les 11 professeurs initialement bénéficiaires de ce dispositif cette année, un professeur a fait connaître, par courrier en date du 29 juin 2020, son souhait de ne plus bénéficier de cette formation pour des raisons professionnelles. Il est donc nécessaire d'acter les modifications d'attributions subséquentes, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 10 pour la session 2020-2021.

Pour information, dans le sillage des conventions approuvées pour les académies de Limoges, Montpellier et Toulouse, un élargissement de ce dispositif à ces académies est prévu.

En conséquence, Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer d'adopter la délibération suivante :

ARTICLE UNIQUE : M. Pascal DANET, suite à son courrier de désistement du 29 juin 2020, est retiré de la liste des bénéficiaires du dispositif ENSENHAR professeur approuvée par la délibération n°AG200616.04 de l'Assemblée générale du 16 juin 2020.



Charline CLAVEAU

Présidente du Conseil d'administration

Annexe à la délibération n°AG201110.02 - Liste des professeur.e.s bénéficiaires qui se sont désistés.es

NUMERO	ACADEMIE	NOM	PRENOM	POSITION	ADRESSE POSTALE	LIEU DE FORMATION
BPNA20015	Bordeaux	DANET	Pascal	Plan de Formation Continue	Pradies Pietat (64)	Orthez

Délibération AG201110.03 - Adoption de la convention particulière pour le développement et la structuration de l'enseignement de l'occitan dans l'académie de Montpellier

Mesdames, Messieurs,

L'article L.312-10 du code de l'éducation dispose qu'un enseignement de langue et culture régionale peut être dispensé tout au long de la scolarité selon des modalités définies par voie de convention entre l'État et les collectivités territoriales où ces langues sont en usage.

En application de cet article, une convention cadre a été signée le 26 janvier 2017, par l'État (ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche), par la Région Nouvelle-Aquitaine, par la Région Occitanie et par l'Office public de la langue occitane. Les principes et objectifs de cette convention constituent un cadre commun applicable sur l'ensemble du territoire concerné (académies de Bordeaux, Limoges, Montpellier, Poitiers et Toulouse) pour la structuration et le développement de l'enseignement de l'occitan.

Outre la définition des modalités d'enseignement de l'occitan, cette convention établit le cadre de la concertation. Elle stipule qu'une convention particulière académique, conclue au sein de la région académique entre chaque académie et la région concernée, précise les dispositifs de mise en œuvre adaptés aux situations locales. Elle précise en outre que chaque convention académique s'appliquera à préciser les objectifs chiffrés particuliers et à définir les mesures nécessaires ainsi que les moyens à mettre en œuvre, tant au niveau des emplois que des ressources en formation initiale et continue, permettant d'atteindre les objectifs opérationnels fixés.

À ce titre, des conventions académiques ont ainsi été signées dans les académies de Bordeaux et de Limoges respectivement en date du 11 décembre 2017 et du 2 février 2018. La convention académique relative à l'académie de Toulouse a été adoptée par l'Office le 15 octobre 2019.

Il s'agit aujourd'hui de compléter le cadre contractuel par l'adoption d'une convention particulière pour l'académie de Montpellier, pour laquelle il s'agit notamment d'atteindre les objectifs suivants :

A- Enseignement intensif :

- Pour les filières bilingues publiques l'objectif est d'augmenter de 26 % les effectifs d'élèves bilingues dans le premier degré, soit une variation de + 275 élèves.
- Pour l'enseignement bilingue associatif Calandreta :
Ouverture de nouveaux établissements Calandreta selon des modalités précisées par les conventions spécifiques entre les Fédérations régionales des Calandretas / Ministère de l'Éducation nationale / Office public de la langue occitane ;

2nd degré :

- Consolidation et structuration de parcours linguistiques optionnels cohérents de l'école au lycée pour les élèves.

La convention fixe en outre une mission académique pour l'enseignement bilingue du 1^{er} degré et définit un nombre minimal de conseillers pédagogiques départementaux en occitan pour l'Aude, le Gard, l'Hérault et la Lozère. Pour le Fenouillèdes (département des Pyrénées-Orientales), un appui pédagogique pourra être organisé en fonction des ressources départementales des Pyrénées-Orientales ou selon des modalités interdépartementales.

La convention stipule par ailleurs que la continuité du cursus engagé par chaque élève est assurée. Sur l'accroissement de la ressource enseignante, est également prévu, outre les dispositifs déjà existants, le développement d'un dispositif de formation continue en occitan pour les enseignants titulaires à articuler avec

les aides ENSEHAR de l'Office public de la langue occitane, mises en place avec la contribution de la Région Occitanie.

En conséquence, Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer d'adopter la délibération suivante :

ARTICLE UN : la convention particulière pour le développement et la structuration de l'enseignement de l'occitan dans l'académie de Montpellier, ci-annexée, est approuvée.

ARTICLE DEUX : délégation est donnée au premier Vice-Président du Conseil d'administration pour la signature de cet acte.



Charline CLAVEAU

Présidente du Conseil d'administration

Convention particulière pour le développement et la structuration de l'enseignement de l'occitan dans l'académie de Montpellier

précisant la mise en œuvre académique de la convention cadre du 26 janvier 2017 pour le développement et la structuration de l'enseignement contribuant à la transmission de l'occitan

2020 - 2022

Entre

L'Académie de Montpellier, dont le siège est situé au 31 Rue de l'Université, 34000 Montpellier, représentée par Madame Sophie BÉJEAN, Rectrice de Région académique Occitanie, Rectrice de l'académie de Montpellier, Chancelière des Universités,

et

La Région Occitanie, dont le siège est situé au 22 Boulevard du Maréchal Juin, 31 400 Toulouse, représentée par Mme Carole DELGA, Présidente,

et

L'Office public de la langue occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana, dont le siège est situé au 22 Boulevard du Maréchal Juin 31400 Toulouse, représenté par Monsieur Patric ROUX, 1^{er} Vice-Président,

VU la convention cadre pour le développement et la structuration de l'enseignement contribuant à la transmission de l'occitan dans les académies de Bordeaux, Limoges, Montpellier, Poitiers et Toulouse signée le 26 janvier 2017 entre l'État, la Région Nouvelle-Aquitaine, la Région Occitanie et l'Office public de la langue occitane ;

VU la délibération n°2020/AP-JUILL/08 de l'Assemblée plénière de la Région Occitanie en date 16 juillet 2020 ;

VU la délibération n°AG200921.02 de l'assemblée générale du groupement d'intérêt public Office public de la langue occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana en date du 21 septembre 2020 ;

il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE :

La convention cadre pour le développement et la structuration de l'enseignement de l'occitan du 26 janvier 2017 réaffirme l'intérêt éducatif et sociétal de la transmission scolaire de la langue et de la culture occitanes.

Partie intégrante du patrimoine français, la langue et la culture occitanes tiennent une place significative dans la construction de la citoyenneté, dans l'enrichissement de la personnalité et dans la compréhension de la France et du monde. Leur enseignement contribue à ce titre, dans le cadre des principes et des missions fixées par la République à son école, à l'acquisition du socle commun de connaissances, de compétences et de culture.

Les signataires de la présente convention académique entendent donc conjuguer leurs efforts pour soutenir et développer l'enseignement de l'occitan dans les territoires concernés, avec une attention toute particulière portée aux publics et territoires les plus fragiles.

L'accroissement de la ressource enseignante qualifiée en occitan est un des axes de travail prioritaires visant ce développement.

Cette convention complète les politiques transversales et intersectorielles menées par les collectivités territoriales en faveur de l'occitan dans le cadre des compétences définies par le code général des collectivités territoriales en vigueur. Il s'agit en particulier de créer un environnement sociolinguistique favorable au sein des territoires.

Article 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est de préciser la mise en œuvre de la convention cadre au sein de l'académie de Montpellier.

Le territoire défini pour l'application de la présente convention particulière est celui de l'académie de Montpellier, comprenant les départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère et d'une partie des Pyrénées-Orientales (Fenouillèdes).

Article 2 : OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Les objectifs généraux de la présente convention académique sont ceux définis par la convention cadre dont le texte est placé en annexe.

Article 3 : OBJECTIFS PARTICULIERS

Afin de viser les objectifs fixés à l'article 2 de la convention cadre, outre le maintien des formations existantes, les objectifs particuliers pour l'académie de Montpellier sont tels que fixés ci-après :

3.1 Enseignement bilingue français-occitan

A effectifs constants, l'objectif académique vise à augmenter de 26% les effectifs d'élèves bilingues dans le 1^{er} degré ce qui constituerait, au niveau académique, une variation de + 275 élèves.

Dans chaque département, la Direction des Services de l'Éducation Nationale contribue à atteindre l'objectif fixé en concertation avec le Conseil départemental et/ou la municipalité concernés et l'ensemble des parties.

La création de nouveaux sites bilingues du 1^{er} degré tient compte tout particulièrement de la nécessité de renforcer les sites existants afin de construire des parcours complets de l'école au lycée.

- **Ouverture de nouveaux établissements Calandreta** selon des modalités précisées par convention spécifique entre la Confédération des Calandretas, le ministère de l'éducation nationale et l'Office public de la langue occitane ;

En appui sur les articles 2 et 5 de la convention cadre, il est précisé que les signataires souhaitent porter une attention particulière au développement de l'enseignement bilingue français-occitan.

3.2 Enseignement de l'occitan

Consolidation et structuration de parcours linguistiques optionnels cohérents de l'école au lycée pour les élèves :

- A l'école, l'objectif est de poursuivre l'enseignement de l'occitan grâce au concours des professeurs des écoles, compétents en occitan et, le cas échéant, d'intervenants extérieurs agréés. Cet apprentissage ne se substitue pas à l'enseignement d'une langue vivante étrangère. Il en est complémentaire. Les compétences en occitan, relevant du niveau A1 du Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues, sont prioritairement développées à travers des activités pluridisciplinaires.
- Au collège et au lycée, l'objectif est de consolider progressivement le maillage territorial en matière d'enseignement optionnel de l'occitan. L'augmentation des effectifs est par ailleurs recherchée dans les cursus ouverts afin d'optimiser les capacités d'accueil. En fonction des ressources disponibles, l'ouverture de nouveaux cursus au collège peut être étudiée dans une logique de continuité avec le premier degré.

3.3 Sensibilisation à la langue et culture occitanes

Développement dans les 1^{er} et 2nd degrés des activités de sensibilisation à la langue et à la culture occitanes à travers les différents parcours éducatifs, notamment le parcours d'éducation artistique et culturelle, et dans une logique pluridisciplinaire.

Article 4 : MODALITÉS D'ENSEIGNEMENT

L'enseignement de langue et culture occitanes peut être proposé tout au long de la scolarité dans le cadre des horaires de fonctionnement des établissements scolaires. Les modalités de cet enseignement (formes, horaires et niveaux de compétence attendus) sont définies à l'article 4 de la convention cadre.

Tout temps d'exposition régulière à la langue d'au moins 45 minutes hebdomadaires est considéré comme une modalité d'enseignement. Dans le cas d'interventions extérieures, l'action conjuguée des professeurs des écoles et des intervenants doit permettre d'atteindre ce temps d'exposition.

L'enseignement renforcé s'organise sous la forme d'un enseignement pluridisciplinaire de 3 heures hebdomadaires. Sa mise en place est étudiée dans les écoles à faible nombre de divisions dans lesquelles il n'est pas possible d'organiser un enseignement bilingue, notamment dans les secteurs de collège offrant une section bilingue de langue régionale pouvant assurer la continuité.

Article 5 : CONSTRUCTION ET CONTINUITÉ DES PARCOURS

Dans le cadre du développement de l'enseignement de l'occitan, priorité est donnée à la construction ou au renforcement de cursus complets à l'échelle de bassins éducatifs (plusieurs écoles pour un collège et plusieurs collèges pour un lycée), en particulier pour l'enseignement bilingue, de la maternelle au lycée.

La continuité du cursus engagé par chaque élève est assurée. Lorsqu'une formation, selon une modalité commencée, ne peut être proposée dans le secteur de l'élève, son inscription dans un autre établissement hors secteur offrant la modalité identique ou équivalente sera proposée, dans la limite des places disponibles. Dans le cas où la continuité ne pourrait être effective, en particulier au lycée, des modalités d'enseignement à distance pourront être proposées.

Enfin, conformément à ce que dispose l'article L.212-8 du code de l'éducation le maire de la commune de résidence dont les écoles ne dispensent pas un enseignement de langue occitane ne peut s'opposer, y compris lorsque la capacité d'accueil de ces écoles permet de scolariser les enfants concernés, à la scolarisation d'enfants dans une école d'une autre commune proposant un enseignement de langue occitane et disposant de places disponibles. Les cursus bilingues ou enseignement renforcé sont considérés comme des écoles de secteur. De ce fait, l'inscription des élèves domiciliés dans des communes ne disposant pas de ce type d'offre d'enseignement est de droit.

Article 6 : STIPULATIONS GÉNÉRALES

Les stipulations relatives :

- à la construction et à la continuité des parcours,
- à la sensibilisation et au parcours d'éducation artistique et culturelle (PEAC),
- à l'évaluation et à la certification des compétences des élèves,
- aux ressources humaines d'enseignement et d'encadrement,
- à l'enseignement supérieur et la formation des enseignants,
- aux travaux sur la carte des enseignements,

- aux communications et informations,
- au matériel et équipement pédagogique,

sont établies par les articles 5 à 12 de la convention cadre.

Les stipulations relatives aux missions de l'Office public de la langue occitane sont établies par l'article 14 de la convention cadre.

Article 7 : STIPULATIONS PARTICULIÈRES AUX RESSOURCES HUMAINES D'ENSEIGNEMENT ET D'ENCADREMENT

Pour l'académie de Montpellier, l'article 8 de la convention cadre est précisé comme suit :

7.1 Enseignants

L'accroissement recherché de la ressource enseignante qualifiée s'appuie sur les dispositifs suivants :

Pour le premier degré, le Concours de Recrutement des Professeurs des Écoles spécial langue régionale Occitan (CRPE spécial) est ouvert selon le même calendrier que le Concours de Recrutement des Professeurs des Écoles externe. Le nombre de postes offerts tient compte des besoins de continuité des dispositifs existants et des objectifs de développement fixés par la présente convention.

Pour le second degré, la demande du nombre de professeurs entrant dans l'académie tient compte tout à la fois du nombre de départs à compenser, des besoins de développement de l'offre et de la nécessité de mieux utiliser la bivalence des professeurs certifiés d'occitan. Dans la mesure du possible, la création de supports de postes définitifs et la limitation des services répartis sur plusieurs établissements seront recherchées.

Conformément à l'article 9 de la convention cadre, l'Office public de la langue occitane soutient les formations universitaires spécifiques visant le professorat des écoles et intégrant un enseignement d'occitan.

Le dispositif de formation continue linguistique en occitan pour les enseignants titulaires souhaitant intégrer l'enseignement bilingue sera développé. Il peut être articulé avec les aides ENSEHAR mentionnées à l'article 8.

Pour le 1^{er} et le 2nd degrés, les enquêtes de repérage des motivations et des compétences en langue occitane des professeurs sont organisées tous les deux ans par le Rectorat en lien avec les services départementaux de l'Éducation nationale. Les inspecteurs des 1^{er} et 2nd degré contribuent à la diffusion de l'enquête et à l'identification des enseignants.

Le Rectorat procède à la certification ou à l'habilitation des professeurs dont les compétences linguistiques et didactiques auront été reconnues.

Les résultats quantitatifs de ces enquêtes sont communiqués en Conseil académique pour l'enseignement des langues régionales.

7.2 Intervenants extérieurs :

Des intervenants extérieurs compétents en langue occitane, agréés par l'Éducation nationale, peuvent prendre en charge des activités visant l'apprentissage de l'occitan, sous la responsabilité des professeurs de l'établissement ou de l'école bénéficiaire.

Une association à rayonnement départemental et/ou municipal, soutenue par les collectivités, peut assurer la gestion et la mise à disposition des intervenants extérieurs sous la responsabilité des services de l'éducation nationale qui contribuent à l'élaboration et à l'évaluation du projet pédagogique mis en œuvre dans les classes.

L'Office public de la langue occitane est chargé de soutenir ces interventions extérieures en lien avec les collectivités concernées engagées dans la démarche.

7.3 Mission académique pour l'enseignement bilingue du 1^{er} degré

Un inspecteur de l'éducation nationale du premier degré, disposant des compétences linguistiques et pédagogiques requises, est chargé par le Recteur d'une mission académique d'accompagnement de l'enseignement bilingue. Il travaille en étroite collaboration avec le coordonnateur académique de l'enseignement de l'occitan, avec les IA-DASEN et les inspecteurs chargés de l'occitan dans chaque département.

7.4 Animation pédagogique

Chaque département (à l'exception des Pyrénées-Orientales) dispose au moins d'un conseiller pédagogique d'occitan à temps plein.

Les départements hébergeant dans leurs antennes INSPE la formation initiale à l'enseignement bilingue français-occitan (actuellement l'Aude) peuvent disposer d'un conseiller pédagogique d'occitan supplémentaire. Les conseillers pédagogiques départementaux contribuent en outre à l'accompagnement des stagiaires à l'échelle académique. Sur le territoire de Fenouillèdes, un appui pédagogique pourra être organisé en fonction des ressources départementales des Pyrénées-Orientales ou selon des modalités inter départementales.

Ce potentiel peut aussi être complété par toute ressource qualifiée en langue occitane, en fonction des besoins particuliers et identifiés sur le territoire (formation, animation, conseil).

L'ensemble de ces personnels contribue à la formation initiale et continue, à l'organisation et à la dynamisation des différentes modalités d'enseignement, à l'accompagnement des équipes d'enseignants, à la création de ressources pédagogiques et à la liaison inter degrés permettant la continuité des cursus. Les conseillers pédagogiques contribuent en outre aux études visant l'implantation de nouveaux enseignements.

La mission académique pour l'enseignement de l'occitan coordonne l'équipe de formateur en occitan du 1^{er} degré en lien avec les IA-DASEN.

Article 8 : DISPOSITIF « ENSENHAR »

Le dispositif d'aides ENSENHAR proposées par l'Office public de la langue occitane s'adresse :

- aux étudiants se destinant au professorat bilingue du premier degré ;
- aux enseignants titulaires et stagiaires des 1^{er} et 2nd degrés bénéficiaires d'un congé de formation ou de reconversion afin de s'engager dans une formation intensive d'occitan en vue d'intégrer l'enseignement bilingue.

Le rectorat propose au plan de formation continue des dispositifs d'accompagnement des personnels, notamment sur les disciplines non linguistiques. Les demandes des personnels peuvent être effectuées dans le cadre d'un congé de formation professionnelle selon le calendrier et les modalités fixées par l'autorité académique (2nd degré) ou départementale (1^{er} degré).

Le DCL occitan (diplôme de compétence en langue) permet de certifier le niveau obtenu à l'issue des formations suivies. L'habilitation à enseigner en classe bilingue est délivrée par le rectorat.

Chaque année, l'Office public de la langue occitane propose pour le moins 5 bourses ENSENHAR-étudiant et une aide à l'ouverture d'une formation pour le dispositif ENSENHAR professeurs.

Article 9 : SENSIBILISATION

De l'école au lycée, le parcours d'éducation artistique et culturelle permet par ailleurs de sensibiliser tous les élèves aux réalités linguistiques et culturelles occitanes. Cette sensibilisation peut contribuer à construire ou renforcer un parcours d'enseignement de l'occitan.

Dans le cadre de leur règlement d'intervention en faveur des projets artistiques et culturels des établissements, la Région soutient les projets relevant de la langue et de la culture occitanes, en partenariat avec les services du ministère de l'éducation nationale et, le cas échéant, du ministère de la culture.

Le nom de la région où vivent les élèves, Occitanie, constitue aussi une entrée pour découvrir la langue occitane et ses manifestations, présentes et passées, sur le territoire régional et au-delà. Cette approche se conduit dans le cadre des programmes disciplinaires en vigueur, notamment ceux d'histoire, de géographie et d'enseignement moral et civique ainsi que de toute autre discipline pouvant contribuer à la sensibilisation au patrimoine occitan.

Article 10 : INFORMATION ET COMMUNICATION

Les modalités d'information aux élèves et aux familles des différentes offres d'apprentissage de l'occitan sont précisées à l'article 11 de la convention cadre. Il est rappelé que les documents d'inscription en établissement mentionnent l'offre d'enseignement de l'occitan proposée, et si possible sur les plateformes électroniques.

En complément, il est précisé que des opérations de communication et d'information organisées par l'Office public de la langue occitane en lien avec les services de l'Éducation nationale, notamment pour l'enseignement bilingue, pourront s'appuyer sur des associations dont les compétences en la matière auront été reconnues.

La Région est associée à l'élaboration et à la diffusion de supports d'information relatifs à l'enseignement de l'occitan.

Article 11 : CONTRIBUTION DES PARTIES

Le financement de la mise œuvre de la présente convention est assuré par les contributions particulières des différents partenaires selon leurs propres règlements d'intervention.

La contribution de l'État se fait essentiellement sous forme de moyens humains dans les domaines de l'enseignement, de la formation et de la production de matériel pédagogique ainsi que sous forme de moyens financiers attribués à l'Office public de la langue occitane.

La contribution de la Région se fait essentiellement sous la forme de moyens financiers attribués à l'Office public de la langue occitane pour la mise en œuvre d'actions d'accompagnement de la formation, de l'enseignement, de la communication et de la production de matériel pédagogique ainsi que pour le volet enseignement de l'Observatoire de la langue occitane.

L'implication des collectivités peut prendre des modalités très diverses, comme par exemple :

- la prise en charge d'intervenants extérieurs dans les écoles sur le temps scolaire ;
- l'aide au développement de projets et l'offre de ressources pédagogiques ;
- la mise en œuvre d'actions culturelles péri- ou extra- scolaires ;
- la diffusion d'informations auprès des parents et des élèves ;
- l'encouragement, au niveau communal, à la formation linguistique du personnel ATSEM affecté dans les sites bilingues.

La Région peut en outre gérer en propre d'autres actions d'accompagnement permettant de développer un environnement linguistique et culturel occitan vivant.

Article 12 : MODALITES DE PILOTAGE ET DE SUIVI

Outre les modalités de pilotage et de suivi instaurées par la convention cadre, sont prévues les stipulations suivantes :

- Un comité de pilotage académique : représentants du Rectorat et des directions des services départementaux de l'éducation nationale, représentants de la Région, représentants de l'Office public de la langue occitane ; des associations ou personnalités qualifiées peuvent être associées à ce comité sur invitation. Il se réunit deux fois par an à l'initiative de l'une des parties concernées. Il peut être associé à la tenue du Conseil académique pour l'enseignement des langues régionales.

- Dans chaque département, la mise en œuvre de la convention (bilan, perspectives, développement, partenariat) est présentée en conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN) au moins une fois par an. Des représentants de l'Office public de la langue occitane sont invités à participer au CDEN sur les points correspondants à l'ordre du jour ainsi que les associations de professeurs et de parents concernées par l'enseignement de l'occitan.
- À l'échelle du département, un groupe de travail issu du CDEN assure le pilotage de la présente convention et la concertation entre les partenaires. Il propose également la mise en œuvre des actions d'accompagnement impliquant les collectivités. Des représentants de l'Office public de la langue occitane, les associations ou personnalités qualifiées reconnues comme expertes sont également associés à ce groupe de travail sur invitation. Le groupe se réunit au moins deux fois par an à l'initiative de l'IA-DASEN.

Les structures non-signataires des présentes nommées ci-dessus voient leur participation à la démarche soumise à leurs propres décisions en la matière.

Afin de faciliter la concertation sur la mise en œuvre des orientations stratégiques et, in fine, aider le Recteur à définir la carte académique des enseignements d'occitan, un calendrier indicatif des opérations de pilotage est proposé :

Année scolaire N	Nature de l'instance	Rôle
1er TRIMESTRE	Groupes de travail issus du CDEN	<ul style="list-style-type: none"> • Proposent une déclinaison des orientations académiques à l'échelle départementale en vue du comité de pilotage académique et du 1er conseil académique (décembre). • Effectuent le bilan des projets et des ouvertures réalisés à N-1
	Comité de pilotage académique	<ul style="list-style-type: none"> • Propose les orientations stratégiques pour l'année N+1. • Établit une proposition de carte d'enseignement pour l'année scolaire « N+1 », en amont du dialogue de gestion.
	Conseil académique pour l'enseignement des langues régionales	<ul style="list-style-type: none"> • Émet un avis sur la rentrée de septembre de l'année N • Recueille les propositions d'évolution pour l'année scolaire « N+1 », notamment celles-issues des comités de pilotage départementaux.
	Comité de pilotage interacadémique	<ul style="list-style-type: none"> • Examine le rapport annuel de la rentrée « N » ; • Fait état des évolutions possibles pour l'année N+1 ; • Adresse ses conclusions au ministère.
	Groupes de travail issus du CDEN	<ul style="list-style-type: none"> • Proposent la déclinaison des orientations académiques à l'échelle départementale en vue du CDEN
2ème TRIMESTRE	Puis Comités Départementaux de l'Éducation Nationale (CDEN)	<ul style="list-style-type: none"> • Proposent une déclinaison de ces orientations en vue du second comité de pilotage académique et du second conseil académique des langues régionales (juin).
	(peuvent se réunir le même jour)	
3ème TRIMESTRE	Comité de pilotage académique	<ul style="list-style-type: none"> • Propose les orientations stratégiques de la rentrée N+1

	Conseil académique pour l'enseignement des langues régionales	<ul style="list-style-type: none">• Dresse un bilan de l'année N• Propose la carte des enseignements pour l'année N+1;
--	---	---

Article 13 : DURÉE, PROROGATION, AMENDEMENTS

La présente convention particulière s'applique à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2022.

Les signataires peuvent décider, par voie d'avenant, de proroger l'échéance de la convention pour une durée supplémentaire ou de définir un nouveau cadre particulier d'action commune en faveur de l'enseignement de et en occitan.

La présente convention peut être dénoncée par l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux autres parties, avec un préavis de trois mois.

Signataires

Madame Sophie BÉJEAN,

Rectrice de Région académique Occitanie,

Rectrice de l'académie de Montpellier,

Chancelière des Universités,

Madame Carole DELGA,

Présidente du Conseil régional d'Occitanie,

Monsieur Patric ROUX,

1^{er} Vice-Président de l'Office public de la langue occitane,



Convention cadre

convention pour le développement et la structuration de l'enseignement contribuant à la transmission de l'occitan
dans les académies de Bordeaux, Limoges, Montpellier, Poitiers et Toulouse

2017 - 2022

Entre

L'État,

représenté par **le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche**, dont le siège est situé au 110 rue de Grenelle, 75007 PARIS, représenté par Mme Najat VALLAUD-BELKACEM, Ministre,

et

la Région Nouvelle-Aquitaine dont le siège est situé au 14, rue François de Sourdis, 33 077 BORDEAUX cedex représentée par M. Alain ROUSSET, Président,

et

la Région Occitanie dont le siège est situé au 22 Boulevard du Maréchal Juin – 31406 TOULOUSE – représentée par Madame Carole DELGA, Présidente,

et

L'Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lenga Occitana dont le siège est situé au 22 Boulevard du Maréchal Juin – 31406 TOULOUSE représenté par Mme Charline CLAVEAU-ABBADIE, Présidente,

VU l'article 75-1 de la Constitution de la République française du 4 octobre 1958 modifiée par la loi constitutionnelle n°2008-724 du 23 juillet 2006 disposant « Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France »,

VU les Conventions internationales de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles dont les lois n°2006-791 et n°2006-792 du 5 juillet 2006 portant approbation par la France,

VU la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République indiquant que *“dans les académies concernées, l'apprentissage complémentaire d'une langue régionale sera favorisé et le bilinguisme français-langue régionale sera encouragé dès la maternelle »*.

VU le code de l'éducation notamment dans ses articles, L.214-1, L.214-11, L.216-9, L.312-10 et R.214-1, établissant notamment qu'un enseignement de langues et cultures régionales « *peut être dispensé tout au long de la scolarité selon des modalités définies par voie de convention entre l'État et les collectivités territoriales où ces langues sont en usage* ».

VU la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, notamment son article 21 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment dans ses articles L.4221-1, L.4231-1 et L.4332-3,

VU la délibération n°2016.3153.SP de l'Assemblée plénière de la Région Nouvelle-Aquitaine en date du 19 décembre 2016 ;

VU la délibération n°CP/2016-DEC/04.15 de la commission permanente de la Région Occitanie en date du 16 décembre 2016 ;

VU la délibération n°AG161209.02 de l'assemblée générale du groupement d'intérêt public Office Public de la Langue Occitane – Ofici Public de la Lengua Occitana en date du 9 décembre 2016;

il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Partie intégrante du patrimoine de la France, la langue occitane constitue un bien commun qu'il convient de sauvegarder, promouvoir et transmettre dans un esprit de valorisation de la pluralité linguistique et culturelle, de continuité intergénérationnelle et d'exercice de la citoyenneté.

La langue occitane participe tout particulièrement de l'identité culturelle des régions françaises Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que des territoires du Val d'Aran en Espagne et des vallées alpines du Piémont en Italie.

A ce titre, les Régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie, ainsi les autres collectivités des territoires concernées, mettent en œuvre des programmes de soutien au développement de la connaissance et de l'usage de l'occitan.

L'article 312-10 du code de l'éducation précise que l'enseignement des langues et cultures régionales est favorisé prioritairement dans les régions où elles sont en usage et qu'il peut être dispensé tout au long de la scolarité selon des modalités définies par voie de convention entre l'État et les collectivités territoriales concernées.

Complémentaire à l'enseignement de la langue nationale et des autres langues vivantes, l'apprentissage de la langue occitane et la connaissance de la culture millénaire qui lui est liée tiennent une place significative dans la construction de la citoyenneté, dans l'enrichissement de la personnalité et dans la compréhension de la France et du monde. Il contribue à ce titre, dans le cadre des principes et des missions fixés par la République à son école, à l'acquisition du socle commun de connaissances, de compétences et de culture.

Cet enseignement s'inscrit aussi dans la mise en œuvre des conventions internationales approuvées par la France relatives à la sauvegarde et à la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'humanité. La langue occitane étant classée aujourd'hui par l'UNESCO parmi les langues « en danger », les parties signataires sont déterminées à conjuguer leurs efforts afin d'assurer et développer la transmission de l'occitan dans le cadre de l'École de la République.

Article 1 : OBJET

Dans un contexte de mise en commun de moyens et compétences entre les parties signataires, la présente convention a pour objet de fixer les modalités de développement et de structuration de l'offre d'enseignement de et en occitan à tous les niveaux de la scolarité.

Il s'agit en particulier :

- de définir les objectifs en termes d'offre, d'organisation et de continuité d'enseignement de façon à pouvoir disposer d'indicateurs pour l'évaluation de la politique publique menée ;
- de déterminer le cadre d'action des différentes parties en la matière.

Le territoire défini pour l'application de la présente convention est l'aire occitane des régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie et des académies de Bordeaux, Montpellier, Limoges, Poitiers et Toulouse.

Article 2 : OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Les objectifs de la présente convention sont :

d'une part, de permettre la formation d'un plus grand nombre de jeunes locuteurs de l'occitan :

- en augmentant le nombre d'élèves possédant à l'issue de leur scolarité des compétences culturelles et de communication en occitan relevant pour le moins du niveau B1 du Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues (CECRL), premier niveau d'utilisateur indépendant ;
- en augmentant le nombre d'élèves bénéficiant d'un enseignement bilingue français-occitan qui permet d'atteindre au lycée pour le moins le niveau B2 du Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues (CECRL) et l'obtention d'une certification officielle.

d'autre part, de permettre au plus grand nombre d'élèves des régions concernées d'avoir un accès effectif à la langue et à la culture occitanes. L'acquisition par les élèves de connaissances relevant du niveau A1 du Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues (CECRL) au cours de leur scolarité obligatoire est le gage de cet accès. Il permet à chacun d'entre eux de se déterminer librement dans le choix d'un parcours d'approfondissement ;

La transmission scolaire de l'occitan s'inscrit dans une perspective de revitalisation de la transmission familiale et d'accroissement du vivier de candidats à des postes de travail où la compétence en occitan est requise.

Les signataires s'attacheront donc à :

- Valoriser la langue et la culture occitanes dans la formation des élèves tout au long de leur scolarité en organisant la continuité des parcours (carte des langues),
- Faciliter l'enseignement bilingue précoce français-langue occitane dans le respect du choix des familles et assurer la continuité de cet enseignement jusqu'au lycée,
- Développer des réseaux éducatifs de proximité pour garantir l'égalité d'accès à ces enseignements,
- Favoriser le développement des formations à l'occitan dans les établissements d'enseignement supérieur de l'aire concernée,
- Assurer le pilotage et l'animation pédagogiques nécessaires,
- Assurer la production et la diffusion de ressources pédagogiques adaptées,
- Développer un contexte linguistique et culturel occitan vivant complémentaire des enseignements, rendant visible la langue occitane et contribuant à l'accueil des élèves,
- Assurer l'information aux familles afin qu'elles connaissent les enjeux de la politique linguistique partenariale.

Article 3 : CADRE COMMUN ET CADRES PARTICULIERS

Les principes et objectifs de la présente convention constituent un cadre commun applicable sur l'ensemble du territoire concerné.

Une convention particulière académique conclue au sein de la région académique entre chaque académie et la région concernée précisera les dispositifs de mise en œuvre adaptés aux situations locales.

Chaque convention académique s'appliquera à préciser les objectifs chiffrés particuliers et à définir les mesures nécessaires ainsi que les moyens à mettre en œuvre, tant au niveau des emplois que des ressources en formation initiale et continue permettant d'atteindre les objectifs opérationnels fixés.

Les Conseils départementaux, les Métropoles et les Directions régionales de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt du territoire concerné pourront être signataires de la convention académique.

En outre, pourront être rattachées à la présente convention cadre les conventions spécifiques suivantes:

- une convention entre l'Office Public de la Langue Occitane et le réseau Canopé portant sur les modalités de production de ressources pédagogiques pour l'ensemble du territoire concerné,
- une convention entre le ministère de l'Éducation nationale, la Confédération des calandretas et l'Office Public de la Langue Occitane portant sur l'enseignement immersif,
- une convention entre l'Office Public de la Langue Occitane et les opérateurs associatifs qui œuvrent en faveur de la promotion de l'enseignement bilingue dans la filière publique.

Article 4 : MODALITÉS D'ENSEIGNEMENT

L'enseignement de langue et culture occitanes est proposé tout au long de la scolarité dans le cadre des horaires normaux des établissements scolaires.

Il est complémentaire de l'enseignement des langues vivantes étrangères ou anciennes et revêt l'une des deux formes générales suivantes :

- un enseignement bilingue en langue française et en langue occitane ;
- un enseignement extensif de la langue et de la culture occitanes.

Les modalités d'enseignement, les horaires et les niveaux attendus en langue occitane sont définis dans la première annexe de la présente convention intitulée « Définition des modalités ».

Article 5 : CONSTRUCTION ET CONTINUITÉ DES PARCOURS

Dans le cadre du développement de l'enseignement de l'occitan, priorité est donnée à la construction ou au renforcement de cursus complets à l'échelle de bassins éducatifs (plusieurs écoles pour un collège et plusieurs collèges pour un lycée), en particulier pour l'enseignement bilingue, de la maternelle au lycée.

La continuité du cursus engagé par chaque élève est assurée. Lorsqu'une formation selon une modalité commencée ne peut être proposée dans le secteur de l'élève, son inscription dans un autre établissement hors secteur offrant la modalité identique ou équivalente sera proposée, dans la limite des places disponibles. Dans le cas où la continuité ne pourrait être effective, en particulier au lycée, des modalités d'enseignement à distance pourront être proposées.

Article 6 : SENSIBILISATION - PARCOURS D'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE (PEAC)

De l'école au lycée, le parcours d'éducation artistique et culturelle permet de sensibiliser tous les élèves aux réalités linguistiques et culturelles occitanes et contribue à l'acquisition de connaissances et de compétences dans ce domaine relevant pour le moins du niveau A1 du CECRL.

Le PEAC se fonde sur des projets intégrant des rencontres d'œuvres et d'artistes, des pratiques artistiques individuelles ou collectives et une appropriation de connaissances. Il peut aussi inclure des séances régulières ou ponctuelles de découverte de la langue et de la culture occitanes.

Dans chaque académie la Délégation académique à l'action culturelle est chargée de coordonner la production et la diffusion de ressources destinées aux enseignants et aux élèves avec le concours des conseillers pédagogiques

départementaux d'occitan et de disciplines artistiques. Des mutualisations inter-académiques pourront être proposées. L'Office Public de la Langue Occitane facilite l'accès aux ressources existantes et soutient la création de nouveaux matériels.

Les inspecteurs des premier et second degrés sont attentifs à la prise en compte de l'occitan dans le PEAC des établissements.

Les collectivités peuvent, dans le cadre de leur règlement d'intervention en faveur des projets éducatifs artistiques et culturels des établissements, soutenir les projets relevant de la langue et de la culture occitane, en partenariat avec les services du ministère de l'éducation nationale et, le cas échéant, du ministère de la culture et de la communication.

Les activités péri-scolaires mises en place par les collectivités et portant sur l'expression linguistique et culturelle occitane, conformément au code de l'éducation, peuvent compléter et enrichir ce parcours.

Article 7 : ÉVALUATION ET CERTIFICATION DES COMPÉTENCES DES ÉLÈVES

Les compétences acquises par les élèves en langue occitane sont régulièrement évaluées selon la norme existante.

Les compétences acquises en langue occitane à l'école et au collège sont consignées dans le livret scolaire unique. Elles sont ainsi portées à la connaissance des parents d'élèves et des professeurs du niveau supérieur.

Pour l'enseignement bilingue, une évaluation spécifique du niveau de compétence en occitan est effectuée au cours du cycle 3, en classe de troisième et en classe de terminale. Les résultats de ces évaluations sont communiqués à l'Office Public de la Langue Occitane pour compilation inter-académique.

Une certification officielle visant le niveau B2 du CECRL sera mise en place par l'Éducation nationale et proposée dès la classe de troisième, notamment aux élèves ayant suivi un enseignement bilingue.

Au Diplôme national du brevet, les élèves ayant suivi un cursus bilingue peuvent composer en occitan lors de la deuxième épreuve écrite du diplôme pour les exercices ouvrant cette possibilité. Par cohérence pédagogique, les consignes de ces exercices sont rédigées en occitan.

L'épreuve orale portant sur un projet mené par le candidat au cours du cycle 4 peut être passée pour partie en occitan, conformément à la note de service n° 2016-063 du 6-4-2016 relative aux modalités d'attribution du Diplôme national du brevet à compter de la session 2017.

Le rétablissement d'une épreuve facultative, de langue et culture régionales au baccalauréat technologique sera étudié par le ministère de l'Éducation nationale.

Article 8 : RESSOURCES HUMAINES D'ENSEIGNEMENT ET D'ENCADREMENT

8.1 Concours et habilitations

Le concours externe public de recrutement de professeurs des écoles spécial langue régionale (CRPE spécial) sera ouvert chaque année, en fonction des besoins, dans les académies de Bordeaux, Limoges, Montpellier et Toulouse. Les lauréats du CRPE spécial de l'académie de Limoges pourront répondre, après titularisation, aux besoins d'enseignement de l'occitan du département de la Charente (académie de Poitiers).

Le nombre de postes ouverts chaque année au CRPE spécial d'occitan permet de prendre en compte les besoins en maîtres des classes bilingues, d'assurer le développement des sites ouverts et de constituer un affichage propre à susciter les vocations.

L'académie de Montpellier est en charge de l'organisation du CRPE privé spécial ISLRF pour l'occitan.

Le concours du CAPES d'occitan-langue d'oc externe public (Certificat d'Aptitude au Professorat de l'Enseignement du Second degré) sera ouvert chaque année. Des études régulières d'évaluation des besoins seront réalisées pour aider à une meilleure adéquation entre le nombre de postes ouverts et les besoins réels.

Afin d'augmenter le vivier des enseignants susceptibles de contribuer à l'enseignement de l'occitan, dans les filières bilingues notamment, sont mis en place des dispositifs académiques d'habilitation à enseigner l'occitan ou en occitan à l'attention des professeurs titulaires ou stagiaires des premier et second degrés. Un repérage des compétences linguistiques est réalisé au travers d'enquêtes menées par les académies. Ce repérage est réalisé tous les deux ans.

Une formation interdépartementale est proposée aux enseignants qui valident au moins un niveau B1 et se destinent à intégrer les filières bilingues.

L'Office Public de la Langue Occitane soutiendra la formation linguistique des professeurs engagés dans ces dispositifs en lien avec les services académiques de formation continue.

8.2 Affectation des professeurs du second degré :

La création de postes fixes d'enseignement de l'occitan sera privilégiée.

Afin de favoriser le rayonnement de la discipline, l'implication des professeurs et la continuité des projets, l'affectation des professeurs certifiés d'occitan sera limitée si possible à deux établissements au plus, leur service pouvant être complété le cas échéant par l'enseignement d'une autre discipline.

Les postes spécifiques du second degré exigeant une compétence en langue occitane pour l'enseignement d'une discipline non linguistique pourront être publiés au mouvement spécifique national des professeurs.

8.3 Intervenants extérieurs :

Des intervenants extérieurs compétents en langue occitane, agréés par l'éducation nationale, peuvent prendre en charge des activités visant l'apprentissage de l'occitan, sous la responsabilité des professeurs de la classe et de l'établissement bénéficiaires.

L'Office Public de la Langue Occitane est chargé, dans le cadre de son règlement d'intervention, de soutenir et de coordonner l'organisation de ces interventions extérieures sur demande des académies

8.4 Encadrement :

Un dispositif d'encadrement assure le soutien, le suivi et l'évaluation du développement de l'enseignement de l'occitan, conformément à circulaire n° 2001-166 relative au « développement de l'enseignement des langues et cultures régionales à l'école, au collège et au lycée ».

Au niveau académique :

Le recteur organise la coordination académique de l'enseignement de l'occitan. La circulaire 2001-166 prévoit la désignation par chaque recteur d'un coordinateur académique de l'enseignement de l'occitan. La mission d'inspection de l'académie de Limoges est compétente pour les enseignements d'occitan dispensés dans le département de la Charente. La mission d'inspection contribue en outre aux études visant l'implantation de nouveaux enseignements, à la formation initiale et continue et à la liaison collège-lycée.

Dans les académies où l'enseignement bilingue français-occitan est développé, un inspecteur de l'éducation nationale du premier degré, disposant des compétences requises, est chargé d'une mission académique d'accompagnement de cette modalité. A terme, cet inspecteur a vocation à être déchargé de sa circonscription.

Au niveau départemental :

Pour l'enseignement primaire, un inspecteur de l'éducation nationale est chargé par l'inspecteur d'académie, directeur des services académiques de l'éducation nationale, de la coordination et du suivi de l'enseignement de l'occitan.

Les inspecteurs chargés des circonscriptions sont les premiers responsables et relais du dispositif de développement de cet enseignement.

Ce dispositif s'appuie sur :

- un ou des conseillers pédagogiques d'occitan ayant pour mission d'accompagner les équipes enseignantes dans la mise en œuvre et le développement des modalités d'enseignement, notamment la modalité bilingue qui requiert un accompagnement spécialisé. Ils contribuent en outre aux études visant l'implantation de nouveaux enseignements, à la formation initiale et continue et à la liaison école-collège.

Chaque département disposant d'au moins trois sites primaires bilingues tend à mettre à disposition pour le moins un conseiller pédagogique titulaire du CAFIPEMF en langue régionale affecté totalement ou partiellement à cette mission d'ici la fin de la convention. Dans le cas d'absence de titulaire du CAFIPEMF, un professeur des écoles faisant fonction de conseiller pédagogique peut être provisoirement affecté.

- des maîtres-formateurs compétents en occitan contribuant à la formation initiale des professeurs des écoles et apportant leur concours aux actions de formation continue ;
- un ou des professeurs des écoles animateurs compétents en occitan.

La convention académique précise les modalités d'enseignement et d'encadrement pédagogique à développer sur le territoire.

Article 9 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

9.1 Continuité Lycée-Université :

L'État veille à faciliter l'accès à des formations en occitan dans les différentes filières universitaires, notamment pour les étudiants ayant suivi cet enseignement au lycée dans le cadre du continuum d'enseignement et dans une perspective d'accroissement du vivier de candidats aux concours.

L'Office Public de la Langue Occitane soutient le développement d'actions de formations spécifiques en occitan dans les universités.

9.2 Formation initiale :

Les étudiants se destinant aux métiers de l'enseignement en occitan peuvent bénéficier du dispositif des étudiants apprentis professeurs (EAP) dans le cadre du contingent ouvert par le recteur.

Les Écoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation (ESPE) dispensent dans chaque académie concernée :

- des formations en langue et culture occitanes pour les étudiants volontaires ;
- des formations aux concours spécifiques du CRPE spécial et du CAPES d'occitan.

Des conventions de mutualisation peuvent être conclues entre les ESPE de plusieurs académies.

Afin de contribuer à l'accroissement du vivier de candidats aux concours spécifiques, l'Office Public de la Langue Occitane propose des bourses d'étude «Ensenhar» aux étudiants se destinant au professorat de et en occitan dans le 1^{er} degré. L'Office Public de la Langue Occitane est chargé de la mise en œuvre de ce dispositif.

9.3 Formation continue

Les plans de formation académiques et départementaux proposent régulièrement des formations en occitan ou relatives à la culture occitane.

Les délégations académiques à la formation des personnels de l'éducation nationale (DAFPEN) proposent des formations spécifiques de mise à niveau pédagogique et linguistique afin de créer un vivier d'enseignants de DNL (Disciplines Non Linguistiques) habilités à enseigner leurs disciplines en occitan dans les premiers et second degrés.

Afin d'aider la bonne articulation avec le dispositif adopté par les régions signataires et mis en œuvre par l'Office Public de la Langue Occitane, les rectorats s'attacheront à faciliter l'octroi de congés de formation aux personnels titulaires d'une bourse Ensenhar et qui souhaitent s'engager dans une formation intensive à l'occitan en vue d'intégrer l'enseignement bilingue.

Dans la procédure d'habilitation, le DCL occitan (diplôme de compétence en langue) permet de certifier le niveau obtenu à l'issue des formations suivies.

Les possibilités de formation en occitan sont portées chaque année à la connaissance de l'ensemble des enseignants des premier et second degrés.

En lien avec les services académiques, l'Office Public de la Langue Occitane soutient la mise à niveau linguistique des enseignants. Il participe aussi à la prise en charge des frais d'inscription au DCL occitan.

Article 10 : CARTE DES ENSEIGNEMENTS

La carte académique de l'enseignement de l'occitan est arrêtée par le recteur après consultation du conseil académique des langues régionales qui veille à la diversité des modes d'enseignement et à leur continuité afin de pouvoir atteindre les objectifs définis par la présente convention et par la convention académique associée.

Dans le cadre de l'élaboration de son outil d'aide à la décision et à l'évaluation des politiques publiques, privées et associatives de développement de l'occitan (Observatoire de la langue occitane), l'Office Public de la Langue Occitane est chargé d'établir chaque année un rapport.

Les éléments de ce rapport contribueront à la réflexion sur la définition de la carte des enseignements d'occitan, notamment pour ce qui est de la modalité bilingue.

Article 11 : COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Au sein des établissements scolaires, l'ensemble des élèves et des familles est informé chaque année des différentes offres d'apprentissage de l'occitan.

Les documents d'inscription en établissement de même que les espaces numériques de travail des établissements mentionnent l'offre d'enseignement de l'occitan proposée.

Les services de l'Éducation nationale, avec le soutien de l'Office Public de la Langue Occitane, organisent des opérations de communication et d'information afin de renforcer les effectifs notamment lorsque des places d'enseignement sont vacantes.

Les services académiques d'information et d'orientation (SAIO) sont associés à l'élaboration des supports de communication nécessaires (brochures, films, ouvrages, expositions, interventions, ...).

Les dispositions de cette convention font aussi l'objet d'une communication à l'ensemble des personnels des institutions signataires (enseignants, cadres, services académiques, services universitaires, élus, services des collectivités).

Article 12 : MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT PEDAGOGIQUE

L'Office Public de la Langue Occitane soutient la production de matériel pédagogique à l'échelle interrégionale et participe à la coordination de l'action des différents partenaires.

La définition des besoins prioritaires en matière de ressources en occitan pour l'enseignement est confiée à un comité éditorial inter-académique placé sous le pilotage des corps d'inspection.

Ce comité est composé de représentants de l'Éducation nationale et de l'Office Public de la Langue Occitane. Il établit un plan pluriannuel d'édition visant une production raisonnée et systématique des ressources nécessaires. Les corps d'inspection veillent à la qualité linguistique de la production éditoriale.

Le comité éditorial s'appuie sur le réseau Canopé qui est le principal acteur de la production de ressources, de leur diffusion et de leur accompagnement. A ce titre, une convention spécifique entre l'Office public de la langue occitane et Canopé pourra être conclue.

En outre, chaque collectivité associée à la présente démarche partenariale pourra mobiliser ses dispositifs de droit commun permettant d'équiper en matériel physique ou numérique les établissements d'enseignement, sur la base d'un projet pédagogique visant la connaissance et la pratique de l'occitan.

Article 13 : COMPÉTENCES DES PARTIES

Chaque partie intervient dans le cadre de ses compétences pour la réalisation des objectifs énoncés dans la présente convention.

Dans le domaine des compétences de l'État :

- Définition de la carte des langues dans le premier et le second degrés ;
- Création et implantation des postes d'enseignement correspondants ;
- Plan de formation initiale et continue ;
- Ouverture des places nécessaires aux concours du CRPE et du CAPES ;
- Définition des épreuves des examens et concours ;
- Organisation d'un réseau structuré d'inspecteurs et de conseillers pédagogiques ;
- Délégation aux académies des moyens budgétaires nécessaires aux enseignements.

Dans le domaine des compétences des collectivités:

- Réalisation des investissements nécessaires en construction ou adaptation des locaux; scolaires publics ;
- Recrutement et formation de personnels péri-scolaires bilingues ;
- Soutien spécifique aux opérateurs intervenant en milieu scolaire ;
- Soutien des activités péri-scolaires ;
- Soutien à l'utilisation sociale de l'occitan pour la jeunesse.

Dans le domaine des compétences partagées:

- Définition d'un programme d'outils pédagogiques pour l'enseignement de l'occitan et l'enseignement bilingue ;
- Définition d'un programme de conception d'outils de sensibilisation à la langue occitane et de dispositifs d'information ;
- Procédure d'attribution de bourses d'étude ;
- Elaboration d'outils de mesure de la demande après information ;
- Définition des procédures d'inscription en établissements ;
- Actions culturelles d'accompagnement de l'enseignement et de valorisation de la langue.

Article 14 : MISSIONS DE L'OFFICE PUBLIC DE LA LANGUE OCCITANE

L'Office Public de la Langue Occitane, groupement d'intérêt public associant l'État et les collectivités signataires, est chargé:

- de favoriser la diffusion de l'information sur l'offre d'enseignement existante par le biais de supports variés ;
- d'organiser des campagnes de sensibilisation et de promotion relatives à la langue occitane et à l'enseignement bilingue auprès de différents publics, en lien avec les autorités académiques ;
- d'organiser auprès des familles des enquêtes permettant l'analyse de la demande d'enseignement de et en occitan ;
- de proposer des projets d'animation occitane dans les établissements scolaires et contribuer à leur organisation et à leur suivi ;
- de coordonner et soutenir la production de ressources pédagogiques pour l'enseignement de l'occitan et recueillir les besoins inter-académiques correspondants, en lien notamment avec le réseau Canopé ;
- de mettre en œuvre des bourses d'étude « Ensenhar » et de contribuer à la mise à niveau linguistique des personnels ;
- de recueillir et traiter des données du domaine de l'enseignement dans le cadre de l'Observatoire de la langue occitane ;
- de coordonner l'action des associations occitanes intervenant en milieu scolaire et instruire les dossiers de demande de subvention des opérateurs investis dans les champs de la transmission de l'occitan par l'enseignement.

Article 15 : CONTRIBUTION DES PARTIES

Le financement de la mise œuvre de la convention est assuré par les contributions particulières des différents partenaires selon leurs propres règlements d'intervention.

La contribution de l'État se fait essentiellement sous forme de moyens humains dans les domaines de l'enseignement, de la formation et de la production de matériel pédagogique ainsi que sous forme de moyens financiers attribués à l'Office Public de la Langue Occitane.

La contribution des Régions se fait essentiellement sous la forme de moyens financiers attribués à l'Office Public de la Langue Occitane pour la mise en œuvre d'actions d'accompagnement de la formation, de l'enseignement, de la

communication et de la production de matériel pédagogique ainsi que pour le volet enseignement de l'Observatoire de la langue occitane.

Les Régions peuvent en outre gérer en propre d'autres actions d'accompagnement.

Article 16 : MODALITÉS DE PILOTAGE ET DE SUIVI

16.1 A l'échelon interacadémique

Un comité de pilotage associant des représentants des cinq rectorats concernés, des collectivités signataires et de l'Office Public de la Langue Occitane est chargé du suivi de la mise en œuvre de cette convention cadre.

Des représentants des DRAAFs, de la confédération des Calandretas, de l'établissement Aprene et de l'Institut Supérieur des Langues de la République Française peuvent être invités autant que de besoin.

L'Office Public de la Langue Occitane facilite le dialogue entre les parties.

Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par an et examine le rapport annuel dont l'élaboration est confiée à l'Office Public de la Langue Occitane en liaison avec les académies concernées.

Ce rapport comprend notamment :

- une cartographie de l'offre d'enseignement à l'échelle de chacun des 22 départements concernés. Cette cartographie intègre notamment, pour chaque niveau et pour chaque modalité d'enseignement, les données suivantes communiquées par les services académiques :
 - o les effectifs d'élèves formés ;
 - o la liste et les coordonnées des établissements offrant un enseignement de l'occitan.

- les indicateurs statistiques suivants :
 - o les taux de pénétration des formations en occitan par rapport aux effectifs totaux scolarisés ;
 - o le taux de couverture des établissements où une offre d'enseignement est présente par rapport au nombre total d'établissements ;
 - o les résultats aux évaluations de compétences des élèves bilingues en cycle 3, classe de troisième et classe de terminale ;
 - o les moyens humains et budgétaires mis en œuvre par les rectorats et les régions dans le cadre des présentes dispositions.

16.2 A l'échelon académique

Le suivi du conventionnement à l'échelle académique s'effectuera selon des modalités qui seront définies au sein des conventions académiques (nature des comités, composition, calendrier...). Les travaux de ces comités se feront en lien avec les Conseils académiques des langues régionales en tant qu'instances de concertation. Sur convocation du Recteur, le CALR se réunit deux fois par an, en novembre-décembre, puis en avril-mai pour faire le bilan de l'année scolaire écoulée, préparer la rentrée suivante et débattre à partir des analyses et des bilans réalisés. Il s'attache à favoriser la mise en œuvre des dispositions de la convention cadre et de la convention académique associée. Des groupes de travail thématiques issus de ce conseil peuvent être constitués en tant que de besoin.

L'Office Public de la Langue Occitane est associé au conseil académique des langues régionales.

Les conventions académiques précisent les modalités particulières de suivi.

Article 17 : CADRE DE RÉFÉRENCE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

Les dispositions de la présente convention s'inscrivent dans le cadre législatif et réglementaire précisé dans le document annexé.

Article 18 : DURÉE, PROROGATION, AMENDEMENTS

La présente convention cadre s'applique à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2022.

Les co-signataires peuvent décider, par voie d'avenant, de proroger l'échéance de la convention pour une durée supplémentaire ou de définir un nouveau cadre d'action commune en faveur de l'enseignement de et en occitan ou encore de définir de nouvelles modalités d'enseignement de l'occitan, de les modifier ou de les supprimer.

La présente convention peut être dénoncée par l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux autres parties, avec un préavis de trois mois.

Pour l'État,
la ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Najat VALLAUD-BELKACEM



Pour la Région Occitanie,
la présidente du Conseil régional,
Carole DELGA



Pour la Région Nouvelle-Aquitaine,
le président du Conseil régional,
Alain ROUSSET



Pour l'Office public de la
langue occitane,
la présidente
Charline CLAVEAU-ABADIE



A Toulouse, le 26 janvier 2017



Convention cadre relative au développement et à la structuration de l'offre d'enseignement contribuant à la transmission de la langue occitane

2017-2022

Académies de Bordeaux, Limoges, Montpellier, Poitiers et Toulouse

ANNEXE 1 relative à l'article 4

DÉFINITION DES MODALITÉS D'ENSEIGNEMENT

L'enseignement de la langue occitane, sous toutes ses modalités, est complémentaire de l'enseignement de la langue française et des langues vivantes étrangères ou anciennes.

Il s'intègre dans les horaires et les programmes nationaux.

Il contribue à l'acquisition des programmes scolaires et des compétences du socle commun de connaissances, de compétences et de culture dans tous ses domaines.

4.1 A l'école primaire

4.1.1. Enseignement bilingue français-occitan

Enseignement à parité horaire de l'école maternelle au CM2 :

12 h hebdomadaires en français et 12 heures hebdomadaires en occitan.

Niveau indicatif attendu en occitan à la fin du cycle 3 : A2 et plusieurs compétences B1 du CECRL.

Les élèves bilingues bénéficient de l'enseignement d'une langue vivante étrangère pour le moins à partir du CP.

« Les principes et modalités d'organisation de cet enseignement sont définis par l'arrêté du 12 mai 2003 relatif à l'enseignement bilingue en langues régionales à parité horaire dans les écoles et les sections "langues régionales" des collèges et des lycées et par les circulaires n°2001-167 du 5 septembre 2001 et n°2003-090 du 5 juin 2003 modifiant la précédente ».

L'enseignement bilingue est proposé sur la base du volontariat des élèves et des familles.

Il est organisé lorsque la demande familiale, après information, est avérée.

Enseignement immersif de l'école maternelle au CM2 :

De 15 à 22 heures hebdomadaires en occitan.

Niveau indicatif attendu en occitan à la fin du cycle 3 : B1 du CECRL.

Le niveau attendu en langue française à la fin du cycle 3 est équivalent à celui des classes monolingues.

Cet enseignement est dispensé dans les établissements relevant du réseau associatif Calandreta conformément aux dispositions définies par convention spécifique.

Il peut être expérimenté dans les établissements publics ou privés sur la base du volontariat des familles et des élèves.

4.1.2. Enseignement de la langue occitane :

➤ Enseignement de l'école maternelle au CM2

De 45 minutes à 1h30 hebdomadaire

Niveau indicatif attendu en occitan à la fin du cycle 3 : A1 du CECRL.

Le principe directeur est celui d'un enseignement intégré: dès l'école maternelle la langue est le vecteur d'un enseignement pluridisciplinaire (EPS, éducation musicale, arts visuels, langage, histoire, ...).

A l'école élémentaire, l'horaire imparti aux langues vivantes peut aussi comporter, dans les écoles qui le souhaitent, un volet « langue occitane » dans la limite de 45 minutes hebdomadaires.

Des intervenants extérieurs agréés peuvent contribuer à dispenser cet enseignement sous la responsabilité des professeurs des écoles.

➤ Enseignement renforcé d'occitan de l'école maternelle au CM2

Jusqu'à 3 heures hebdomadaires

Niveau indicatif attendu en occitan en fin de cycle 3 : A2 du CECRL

Cet enseignement se fait via un ou plusieurs domaines disciplinaires dont les activités sont menées, partiellement, en langue occitane.

Il intègre un enseignement de langue occitane au titre de langue vivante, dans la limite de 45 minutes hebdomadaires.

Après avis du conseil d'école, cet enseignement est organisé au niveau d'un cycle et s'adresse à l'ensemble des élèves du cycle. La continuité au cycle suivant doit être assurée.

Cette modalité peut être proposée dans les écoles à faible nombre de divisions dans lesquelles il n'est pas possible d'organiser un enseignement bilingue, notamment dans les secteurs de collège offrant une section bilingue de langue régionale pouvant assurer la continuité.

4.2 Au collège

4.2.1. Enseignement bilingue

➤ Enseignement en section bilingue de langue régionale, de la 6ème à la 3ème :

5 h par semaine à minima.

Niveau indicatif attendu à la fin de troisième : B1 et plusieurs compétences B2 du CECRL

Il s'agit d'un enseignement de l'occitan à raison 2 ou 3 h par semaine et d'une ou plusieurs Disciplines Non Linguistiques en occitan.

Les principes et modalités d'organisation de cet enseignement sont définis par l'arrêté du 12 mai 2003 relatif à l'enseignement bilingue en langues régionales à parité horaire dans les écoles et les sections "langues régionales" des collèges et des lycées et par les circulaires n°2001-167 du 5 septembre 2001 et n°2003-090 du 5 juin 2003 modifiant la précédente.

➤ Enseignement immersif, de la 6ème à la 3ème :

Horaires et modalités à déterminer dans une convention spécifique avec le réseau associatif Calandreta.

Niveau indicatif attendu en fin de 3ème : B2 du CECRL

4.2.2 Enseignement de langue occitane :

En classe de sixième

- au titre d'enseignement d'initiation et de sensibilisation dans la limite de 2 h hebdomadaires,
- au titre d'enseignement bilangue à raison de 2 ou 3 h hebdomadaires en complémentarité de l'enseignement de l'anglais.

Au cycle 4 (classes de cinquième, quatrième et troisième)

- au titre d'enseignement de complément à raison de 2 h hebdomadaires en classe de 5^{ème} et en classes de 4^{ème} et de 3^{ème}.
- au titre d'enseignement de LV2 à raison de 2 h 30 hebdomadaires.

Le niveau indicatif attendu à la fin de la classe de troisième est A2 du CECRL dans au moins deux activités langagières.

En outre, la langue et la culture occitanes peuvent être intégrées aux enseignements pratiques interdisciplinaires, notamment à travers la thématique « Langues et cultures étrangères ou régionales ».

4.3 Au lycée

4.3.1 Enseignement bilingue

- **Section bilingue de langue régionale** dans la continuité du collège. Niveau indicatif attendu B2 et plusieurs compétences C1.
Les principes et modalités d'organisation de cet enseignement sont définis par l'arrêté du 12 mai 2003 relatif à l'enseignement bilingue en langues régionales à parité horaire dans les écoles et les sections "langues régionales" des collèges et des lycées et par les circulaires n°2001-167 du 5 septembre 2001 et n°2003-090 du 5 juin 2003 modifiant la précédente.

- **Enseignement immersif en langue régionale** selon des modalités définies par un conventionnement spécifique avec le réseau associatif Calandreta
Niveau indicatif attendu en occitan: C1 du CECRL

4.3.2 Enseignement de langue occitane

L'enseignement de l'occitan peut être dispensé :

En seconde générale et technologique :

- au titre de la LV2 (environ 2h30 hebdomadaires) ;
- en tant qu'enseignement d'exploration (3h hebdomadaires) ;
- en tant qu'enseignement facultatif de LV3 (3h hebdomadaires).

Niveau de compétence attendu en fin de seconde :

- pour la langue vivante 2 : A2 (utilisateur élémentaire – niveau intermédiaire)
- pour la langue vivante 3 : A1 (utilisateur élémentaire – niveau introductif)

Au cycle terminal des voies générale et technologique :

- au titre de la LV2 (horaire variable selon la classe et la série) ;
- au titre d'un enseignement facultatif (LV3) pour les séries générales, TMD et Hôtellerie (3h hebdomadaires) ;
- en série L uniquement, au titre d'enseignement de LV2 approfondi ou d'enseignement obligatoire de spécialité LV3 (3 h hebdomadaires).

En fin de classe de terminale générale et technologique, le niveau de compétence visé est pour :

- la langue vivante 2 : B1 (utilisateur indépendant - niveaux seuil) ;
- la langue vivante 3 : A2 (utilisateur élémentaire - niveau intermédiaire) ;
- la langue approfondie : en langue vivante 2, B2 (utilisateur indépendant - niveau avancé).

En voie professionnelle, au titre de la LV2 pour les séries ne comportant pas un enseignement de sciences physiques et chimiques (horaire hebdomadaire d'enseignement variable selon les moments de l'année scolaire) et au titre d'option facultative (toutes spécialités).

Niveaux indicatifs visés :

- niveau A2 (utilisateur élémentaire de niveau intermédiaire) pour la fin des cursus menant à la délivrance d'un CAP ;
- B1 (utilisateur indépendant de niveau avancé) à la fin du cursus menant au diplôme du baccalauréat professionnel.

Convention cadre relative au développement et à la structuration de l'offre d'enseignement contribuant à la transmission de la langue occitane
2017-2022
Académies de Bordeaux, Limoges, Montpellier, Poitiers et Toulouse

ANNEXE relative à l'article 16

CADRE DE REFERENCE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

- **Constitution de la République française** du 4 octobre 1958 modifiée par la loi constitutionnelle n°2008-724 du 23 juillet 2006 de modernisation des institutions de la Vème République disposant en son article 75-1 « Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France » ;
- **Lois n° 2006-791 et n° 2006-792 du 5 juillet 2006 adoptant la convention internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel** et la convention internationale sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles ;
- **Loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** indiquant que *“dans les académies concernées, l'apprentissage complémentaire d'une langue régionale sera favorisé et le bilinguisme français-langue régionale sera encouragé dès la maternelle »* ;
- **Code de l'éducation**, notamment ses articles L312-10 (*enseignement des langues et cultures régionales*), L312-11 (*recours possible aux langues et cultures régionales par tous les professeurs*), L212-8 (*inscription en écoles dispensant un enseignement de langue régionale*) D.312-33 et suivants (*conseil académique des langues régionales*) ;
- **Code général des collectivités territoriales**, notamment son article L.1111-4 relatif aux compétences en matière de promotion des langues régionales ;
- **Loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française**, notamment son article 21.
- **Décret n° 2015-372 du 31 mars 2015 relatif au socle commun de connaissances, de compétences et de culture**
- **Décret n°2001-733 du 31 juillet 2001 portant sur la création du conseil académique des langues régionales** et arrêté du 19 avril 2002 relatif aux académies dans lesquelles est créé un conseil académique des langues régionales
- **Décret n° 2010-100 du 27 janvier 2010 relatif aux enseignements du second degré, notamment son article 1 autorisant l'enseignement d'une discipline non linguistique en langue vivante étrangère ou régionale**
- **Décret n° 2015-544 du 19 mai 2015 relatif à l'organisation des enseignements au collège**
- **Décret n° 2015-1929 du 31 décembre 2015 relatifs à l'évaluation des acquis scolaires des élèves et au livret scolaire, à l'école et au collège ;**
- **Arrêté du ministère de l'éducation nationale du 19 avril 2002** relatif aux académies dans lesquelles est créé un conseil académique des langues régionales ;
- Arrêté du ministère de l'éducation nationale du 19 avril 2013 fixant les modalités d'organisation du concours externe spécial de recrutement de professeurs des écoles (langues régionales) ;
- Arrêté du ministère de l'éducation nationale du 19 avril 2013 fixant les modalités d'organisation des concours du certificat d'aptitude au professorat du second degré (CAPES) ;

- Arrêté du ministère de l'éducation nationale du 12 mai 2003 relatif à **l'enseignement bilingue en langues régionales à parité horaire** dans les écoles et les sections "langues régionales" des collèges et des lycées ;
- Arrêté du ministère de l'éducation nationale du 18 février 2015 fixant **les programmes de l'école maternelle** ;
- Arrêté du ministère de l'éducation nationale **du 19 novembre 2015 fixant les programmes des cycles 2, 3 et 4** ;
- Arrêté du ministère de l'éducation nationale **du 8 avril 2010 relatif au programme d'enseignement des langues vivantes en classe de seconde** générale et technologique ;
- Arrêté du ministère de l'éducation nationale **du 21 juillet 2010 relatif au programme d'enseignement de langues vivantes du cycle terminal** pour les séries générales et technologiques ;
- Arrêté du ministère de l'éducation nationale **du 31 décembre 2015 relatif aux modalités d'attribution du diplôme national du brevet, notamment son article 12** ;
- Arrêté du ministère de l'éducation nationale du 31 décembre 2015 relatif au **contenu du livret scolaire** de l'école élémentaire et du collège ;
- **Convention constitutive de l'Office Public de la Langue Occitane** approuvée le 23 septembre 2015 par délégation interministérielle selon l'arrêté du 2 septembre 2015 ;
- **Circulaire du ministère de l'Education nationale n° 2001-166 relative au développement des enseignements de langues et cultures régionales à l'école, au collège et au lycée**
- **Circulaire n° 2015-106 du 30 juin 2015 relative aux enseignements au collège** ;
- **Circulaire n° 2015-173 du 20 octobre 2015 relative à la carte des langues vivantes** ;
- **Circulaire n°2001-167 du 5 septembre 2001 et circulaire 2003-090 du 5 juin 2003** relatives à la mise en œuvre de l'enseignement bilingue à parité horaire.

Délibération AG201110.04 - Adoption d'un soutien aux opérateurs d'Occitanie et de Nouvelle-Aquitaine (4^{ème} volet)

Mesdames, Messieurs,

L'Office public de la langue occitane a pour mission de structurer et de développer les actions liées à la transmission et à l'usage de la langue occitane, notamment celles portées par des opérateurs tiers.

Dans le cadre de cette mission, il est proposé d'adopter une aide à des opérateurs dont le détail figure en annexe.

Pour mémoire, la participation au titre de la contribution au programme annuel d'activité pour les projets liés à la transmission et à l'usage de la langue occitane de la Région Nouvelle-Aquitaine est de 731 000 €, celle de la Région Occitanie de 1 565 600 € et celle de l'État est de 23 000 €, soit un total de 2 319 600 €.

En complément de ce budget, le travail autour de l'obtention de crédits régionaux d'investissement pour des opérateurs relevant du champ de la politique linguistique couvert par l'Office s'est concrétisé avec la gestion et l'attribution par l'Office de 100 000€ complémentaires côté Nouvelle-Aquitaine (crédits d'investissement), et le vote de subventions d'investissement complémentaires par la Région Occitanie à hauteur de 95 000€ attribués lors de la Commission permanente du 2 octobre 2020 aux opérateurs Canopé-Cap'òc, Lo Congrès permanent de la lenga occitana et Conta'm.

En conséquence, Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer d'adopter la délibération suivante :

ARTICLE UN : une aide sous forme de subventions d'un montant total de 180 600,00€ est attribuée aux bénéficiaires figurant dans le tableau joint en annexe 1 :

- 168 600,00€ proviennent de contributions de la Région Nouvelle-Aquitaine, avec notamment 61 600€ destinés à la mise en place du dispositif « *Libe libre !* », chèques livres occitans destinés aux enfants néo-aquitains scolarisés en occitan dans les académies de Bordeaux et Limoges (dans le cadre d'un partenariat détaillé en annexe 2), et 100 000€ obtenus sur des crédits d'investissement régionaux pour les opérateurs Canopé-Cap'òc et Conta'm ;
- 12 000,00€ proviennent de contributions de la Région Occitanie.

ARTICLE DEUX : les crédits afférents sont affectés suivant ce même tableau.



Charline CLAVEAU

Présidente du Conseil d'administration

Annexe 1 à la délibération n°AG201110.04 – Tableau d'affectation des subventions attribuées

N° Dossier	Porteur de projet	Objet de l'éventuel subventionnement	Département	Montant accordé en 2019	Total des recettes prévisionnelles 2020	Montant demandé en 2020	Soutien voté sur la base de la contribution de la Région Nouvelle-Aquitaine 2020	Avances accordées en avril par la Région Occitanie	Soutien accordé sur la base de la contribution de la Région Occitanie en 2020	Pour information - Soutien direct accordé par la Région Occitanie en 2020 sur des crédits d'investissement	Soutien accordé sur la base de la contribution de la DGLFLF en 2020	Aide totale accordée
20.005	Lo Congrès Permanent de la lenga occitana	la réalisation du programme d'activité 2020 basé sur les axes suivants : -Linguatec (projet de développement et de diffusion de ressources et applications linguistiques innovantes : traducteurs automatiques, reconnaissance vocale...) -LOFLOC : création d'un lexique ouvert des formes fléchies de l'occitan -La Farga : portail des ressources et outils TAL (première version de la plateforme en 2020) -Enrichissement du portail locongres.org : augmentation du Basic, conjugateur limousin intégré à l'application Verb'oc	64	167000€ (y compris aide de 2 000€ pour un projet spécifique)	323 190 €	165 000 €	70000€ Vote en avril	sans objet	60000€ (vote en juin)	25000€ (vote en octobre)	10 000 €	165 000€ (dont une subvention en investissement directement votée par la Région Occitanie)
20.008	IEO Occitanie Pyrénées Méditerranée	l'élaboration, la publication et la diffusion de la revue "Lo Diari" sur les territoires de Nouvelle-Aquitaine et Occitanie	31	5000€ (DGLFLF via l'OPLO) et achats d'espaces publicitaires sur crédits régionaux	29 120 €	5000€ (Crédits DGLFLF) 14 000€ (crédits Occitanie)	sans objet (achats d'espaces publicitaires)	sans objet	12 000€ (votés ce jour)		5000€ (Vote en avril 2020)	17 000€ (pour le projet du Diari) 55 000€ (pour la structuration et la coordination du réseau Occitanie)
		la structuration et la coordination des associations du réseau IEO en Occitanie		55 000 €	124 400 €	72 000 €	sans objet	38 500 €	55 000€ (vote en juin 2020)	sans objet	Soit une aide totale de 72 000€	
20.016	Canopé-Cap'oc	la production et la diffusion de ressources pédagogiques en occitan sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine	86	102 000 €	252 300 €	112 000 €	55 000€ (subvention sur des crédits d'investissement régionaux votée ce jour)	sans objet	Pour mémoire subvention en investissement complémentaire votée par la Région Occitanie directement à la structure	52000€ (vote en octobre)		102 000 € (dont une subvention en investissement directement votée par la Région Occitanie)

N° Dossier	Porteur de projet	Objet de l'éventuel subventionnement	Département	Montant accordé en 2019	Total des recettes prévisionnelles 2020	Montant demandé en 2020	Soutien voté sur la base de la contribution de la Région Nouvelle-Aquitaine 2020	Avances accordées en avril par la Région Occitanie	Soutien accordé sur la base de la contribution de la Région Occitanie en 2020	Pour information - Soutien direct accordé par la Région Occitanie en 2020 sur des crédits d'investissement	Soutien accordé sur la base de la contribution de la DGLFLF en 2020	Aide totale accordée
20.033	CONTA'M	le doublage de trois films d'animation en occitan, l'organisation d'une formation spécifique au doublage de 4 jours pour les comédiens professionnels	64	132 000 €	212 030 €	165 000 €	30 000€ (vote en avril) ainsi qu'une subvention complémentaire sur des crédits d'investissement régionaux de 45 000€ votée ce jour	45 500 €	47000€, dont une avance de 45 500€ votée en avril	18000€ (vote en octobre)		163 000€ (dont une subvention en investissement directement votée par la Région Occitanie)
		la mise en place d'une plateforme de VOD en occitan		sans objet			8 790€ pour la création de l'outil et la mise en place d'une offre d'abonnement spécifique aux écoles bilingues et immersives (vote en juin 2020)	sans objet	6 210€ pour la création de l'outil et la mise en place d'une offre d'abonnement spécifique aux écoles bilingues et immersives (vote en juin 2020)	Pour le projet de plateforme VOD : 8000€ (Vote en avril 2020)		
20.055	PIGET FILMS	le tournage et la réalisation de 5 épisodes de la série vidéo "Lo Mot" (co-produite par France TV) sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine - épisodes de 2min dans lesquels des enfants expliquent un mot ou une expression en occitan - et leur diffusion sur France Télévisions et sur internet	82	sans objet	15 000 €	5 000 €	5000€ (votés ce jour)	sans objet	sans objet		sans objet	5 000 €
20.057	LINA - association des Librairies Indépendantes en Nouvelle-Aquitaine	un dispositif nommé Libe-Libre ! qui vise à doter d'outils de socialisation linguistique les familles dont les enfants sont scolarisés en sections bilingues publiques ou immersives dans les académies de Bordeaux et Limoges. Cette aide individuelle se concrétise par la création d'un chèque-livre d'un montant de 20€ permettant l'achat d'un ou plusieurs ouvrages jeunesse en occitan, dont la mise en œuvre est organisée par l'association LINA.	33	sans objet	sans objet	61 600 €	61600€ (votés ce jour)	sans objet	sans objet		sans objet	61 600 €
20.058	LEM CAR	la création, la réalisation et la diffusion d'un documentaire concernant l'enseignement bilingue français-occitan	2	sans objet	17 100 €	3 000 €	2 000 € (votés ce jour)	sans objet	sans objet		sans objet	2 000 €
						TOTAL voté en AG le 10/11/2020	168 600 €		12 000 €			180 600,00 €

CONVENTION DE PARTENARIAT ET D'ATTRIBUTION D'UNE AIDE

N°C20.057

ANNADA / ANNÉE : 2020

Beneficiari / Bénéficiaire :

Association des Librairies Indépendantes en Nouvelle-Aquitaine (LINA)

Vu la convention constitutive du Groupement Office public de la langue occitane approuvée à Toulouse par arrêté préfectoral publié au Recueil des Actes Administratifs le 24 septembre 2015,

Vu la demande déposée par le bénéficiaire : **Association des Librairies Indépendantes en Nouvelle-Aquitaine (LINA)**, ci-après dénommé le bénéficiaire et enregistré sous le numéro 20.057,

Vu la délibération n°AG180411.05 de l'Assemblée générale de l'Office public de la langue occitane en date du 11 avril 2018 : adoption du règlement financier du Groupement,

Vu la délibération n°AG200407.03 de l'Assemblée générale du Groupement Office public de la langue occitane – Ofici public de la lenga occitana en date du 07 avril 2020 : Adoption d'un soutien aux opérateurs (2^{ème} volet),

Vu la délibération n°AG201110.04 de l'Assemblée générale du Groupement Office public de la langue occitane – Ofici public de la lenga occitana en date du 10 novembre 2020 – Adoption d'un soutien aux opérateurs d'Occitanie et de Nouvelle-Aquitaine (4^{ème} volet),

Vu la délégation attribuée au Directeur par l'article 14 de la convention constitutive du Groupement Office public de la langue occitane,

Entre le Groupement Office public de la langue occitane – Ofici public de la lenga occitana, ci-après dénommé le Groupement, représenté par son Directeur,

Et le bénéficiaire :

Association des Librairies Indépendantes en Nouvelle-Aquitaine (LINA),
représenté(e) par **Madame Cécile BORY**,
en qualité de Présidente,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AIDE

Dans le cadre des mesures prises par la Région Nouvelle-Aquitaine, la Région Occitanie et l'État, par le moyen de l'Office public de la langue occitane, il est attribué à l'**Association des Librairies Indépendantes en Nouvelle-Aquitaine (LINA)**, une aide pour **la création d'un dispositif nommé Libe-Libre ! qui vise à doter d'outils de socialisation linguistique les familles dont les enfants sont scolarisés en sections bilingues publiques ou immersives dans les académies de Bordeaux et Limoges.**

Cette aide individuelle se concrétise par la création d'un chèque-livre d'un montant de 20€ permettant l'achat d'un ou plusieurs ouvrages jeunesse en occitan, dont la mise en œuvre est organisée par l'association LINA.

En effet, l'Office public de la langue occitane a fait de l'enseignement un enjeu prioritaire dans le cadre de ses orientations stratégiques votées en novembre 2018. L'augmentation régulière des effectifs d'élèves suivant un enseignement bilingue ou immersif nécessite d'adapter une politique linguistique volontariste qui favorise la socialisation de la langue y compris en dehors de l'école, au sein des familles en particulier.

La mise en place du chèque-livre a été conçue dans un souci premier de respect de la filière du livre. Ce volet repose ainsi sur deux piliers : les éditeurs professionnels de langue occitane d'une part, et le réseau des librairies indépendantes de Nouvelle-Aquitaine d'autre part.

L'achat des ouvrages s'effectuera sur la base d'un catalogue en ligne où figurent l'ensemble des titres sélectionnés préalablement par l'Office. Ces achats doivent être réalisés dans les librairies indépendantes partenaires de ce dispositif (liste disponible sur www.ofici-occitan.eu) entre le 15 octobre et le 30 novembre 2020.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre de cette décision.

ARTICLE 2 : MONTANT DE L'AIDE :

Dans le cadre de ce partenariat, l'OPLO s'engage à verser à l'association une aide d'un montant total représentant la valeur des chèques-livre de 20€ à laquelle s'ajoutent les frais de réalisation et de gestion des chèques-livre (10% de la somme globale), soit 61 600 €.

Les aides de l'Office public de la langue occitane accordées aux opérateurs proviennent des contributions des membres du Groupement à son programme budgétaire d'activité. Il est ici indiqué que la ventilation de la présente aide est la suivante :

- Contribution de la Région Nouvelle-Aquitaine : 61 600€ ;
- Contribution de la Région Occitanie : sans objet ;
- Contribution de l'État (DGLFLF) : sans objet.

ARTICLE 3 : DÉLAI DE RÉALISATION

Le programme subventionné démarre le 15/10/2020 et prend fin le 30/11/2020.

Un report éventuel du délai de caducité de l'aide n'est accordé qu'exceptionnellement sur demande circonstanciée.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

L'association s'engage à la réalisation des actions suivantes :

- la conception, en intégrant les logos de l'OPLO et de *Libe-Libre !*, et l'impression des 2800 chèques-livre ;
- la livraison de ces chèques-livre à l'OPLO qui se chargera de les envoyer aux écoles concernées ;
- la réception et le remboursement de ces chèques-livre aux librairies indépendantes partenaires sur ce dispositif.

Elle assure la transmission des informations sur ce dispositif à l'ensemble des libraires partenaires.

Le versement de l'aide est conditionné au respect par le bénéficiaire des obligations suivantes :

- Utiliser l'aide conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée ;
- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet de la convention ;

- Faciliter le contrôle, par le Groupement ou ses membres, de la réalisation des actions ;
- Ne pas reverser, tout ou partie de la subvention considérée à d'autres associations, sociétés ou collectivités.

L'OPLO accompagne l'association dans la mise en œuvre de l'opération sur les territoires concernés. Il assure la coordination entre les établissements scolaires, les éditeurs et les libraires. Il assure notamment la réalisation d'un catalogue en ligne des propositions des éditeurs en langue occitane et sa diffusion auprès des établissements scolaires. Ces projets contribuent à développer ou accroître le partenariat entre ces établissements et les acteurs de la chaîne du livre (éditeurs, libraires...).

ARTICLE 4 : PUBLICITE ET COMMUNICATION

L'association LINA mentionne le partenariat avec l'OPLO sur son site internet et sur tout autre support nécessaire à la présentation de ce dispositif. Les logos de l'OPLO et de *Libe-Libre !* y figurent. En échange, l'OPLO s'engage à mentionner ce partenariat en utilisant le logo de LINA dans ses communications.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE

L'aide est payée en plusieurs fois selon les modalités suivantes :

- un premier versement, à la livraison des 1 000 premiers chèques-livre, qui représente la somme de **22 000 €** (1000 x 20€ + 10% pour la gestion), complétée par la fourniture d'un Relevé d'Identité Bancaire de moins de 2 mois.
- le solde de l'aide est octroyé sur présentation des justificatifs de commandes de chèques livre supplémentaires ainsi que sur présentation d'un bilan technique et financier de l'opération. Il peut faire l'objet d'une proratisation en fonction du nombre chèques-livre utilisés.

ARTICLE 6 : SUIVI, CONTRÔLE ET ÉVALUATION

Le bénéficiaire de l'aide doit prévenir par lettre recommandée avec accusé de réception le Groupement de tout événement d'importance susceptible de venir entraver l'atteinte des objectifs tels que :

- des difficultés financières importantes ;
- la remise en cause ou la cessation du projet ;
- le changement de l'équipe en charge du projet ;
- etc...

ARTICLE 7 : NON VERSEMENT, REVERSEMENT ET SUSPENSION

En cas de non-respect des obligations du bénéficiaire, l'aide ou le solde de celle-ci n'a pas à être versé.

Dans les mêmes cas, le Groupement se réserve le droit de demander le reversement des sommes indûment payées, soit dans leur intégralité, soit à due proportion, correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de l'aide.

Dans tous les cas, la demande de reversement par le Groupement intervient après une mise en demeure informant le bénéficiaire du risque de mise en œuvre d'une procédure de non-versement ou de reversement et l'invitant à apporter tous les éléments en sa possession justifiant du bon emploi des fonds publics alloués.

Cette mise en demeure est faite par lettre recommandée avec accusé de réception, le bénéficiaire disposant d'un délai de 1 mois courant à compter de la réception de cette mise en demeure afin d'apporter ces éléments.

En outre, dans tous les cas, le Groupement se réserve le droit de suspendre le paiement dans le cadre d'un contrôle sur pièces et/ou sur place ou de le proratiser au regard de l'activité justifiée.

ARTICLE 8 : CADUCITÉ

L'aide, objet des présentes, devient caduque de plein droit :

- Si la première demande de versement n'intervient pas dans un délai d'un an à compter de la notification de l'aide;
- Si la réalisation complète du programme et sa demande de paiement n'est pas justifiée par le bénéficiaire dans le délai d'un an à compter de la fin du programme telle que fixée dans le présent arrêté ;
- Si le bénéficiaire a fait connaître par courrier sa décision de ne pas réaliser l'action subventionnée.

Cette annulation peut entraîner, sur décision unilatérale du Groupement, le reversement de la somme déjà perçue par le bénéficiaire au Groupement. Le solde est annulé de plein droit.

ARTICLE 9 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification au bénéficiaire.

ARTICLE 10 : EXÉCUTION

Le Directeur du Groupement est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au bénéficiaire et à l'agent comptable du Groupement.

....., le/...../2020

**Le Directeur de l'Office public de la langue
occitane**

**La Présidente de l'association
Librairies
Indépendantes en Nouvelle-Aquitaine,**

Estève CROS

Cécile BORY